# Espagne : La santé et l'éducation sacrifiées sur l'autel de la rigueur

13/04/2012 à 6h00

**Annoncée en plein lundi de Pâques, la nouvelle coupe budgétaire de 10 milliards d'euros par le gouvernement Rajoy a surpris les Espagnols. La santé et de l'éducation sont touchées de plein fouet. Lundi de Pâques, le gouvernement de Mariano Rajoy a annoncé par communiqué de presse, une diminution de 10 milliards d'euros des budgets de l'éducation et de la santé.**

Ceci, une semaine après les 27 milliards d'euros d'économies décidés lors de la présentation du budget 2012. Dans un pays où une grande partie du pouvoir est décentralisé, ces nouvelles coupes budgétaires concernent, au premier chef, les gouvernements régionaux.

N'étant pas tous à droite comme le gouvernement central, Madrid laisse aux régions le choix de certaines coupes budgétaires afin de ramener le déficit public à 5,3% du PIB (contre 8,5% l'année dernière).

> ***"Les régions sont responsables des dépenses sanitaires et d'éducation" a justifié le ministre de l'économie, Luis de Guindos. Cayo Lara, de la fédération d'opposition UI, juge que les villes et les régions vont devoir faire le choix de l'offre de soins qu'ils mettront en place et que cela créera des discriminations suivant le lieu de résidence.***

Le gouvernement a tenté de calmer le débat en précisant qu'aucun plan d'action n'est pour l'instant validé et que les choix ne se feront qu'après des négociations avec les régions.

**La santé pour soigner le pays**

Le gouvernement se dit prêt à envisager un non remboursement des frais médicaux pour les contribuables gagnant plus de 100 000€ par an.

“*Il faut garder les soins de bases, mais pas ceux qui sont superflus*” a, par ailleurs, répété ce matin le ministre de l’économie sur les plateaux de télévision et de radio.

es fédérations de professionnels de la santé, ont, l’effet de surprise passé, réagi. Marcian Sanchez Bayle, de la Fédération de défense de la santé publique, craint surtout une dégradation du service de santé dans un pays déjà durement touché par les coupes budgétaires.

En mars 2011, les services d’hôpitaux avait déjà dû limiter les opérations chirurgicales et privilégier celles considérées comme urgentes. Certaines villes comme Barcelone avait dû diminuer de 50% les horaires d’ouverture des centres de chirurgie. Une privatisation des services de santé les plus rentables avait même été envisagée en Catalogne, provoquant de nombreuses manifestations.

Pourtant la dette du secteur public de la santé qui s’élève aujourd’hui à 15 milliards d’euros demande “une réponse forte” d’après le gouvernement.

**L’école de la crise**

La relance de l’économie par l’éducation et la formation n’est pas non plus au programme. Bien au contraire. La réduction de la part de l’État dans l’enseignement est, pour la première fois, chiffrée.

Elle pourrait selon les médias ibériques engendrer une augmentation du nombre d’élèves par classes, l’augmentation des frais d’inscription universitaires ainsi que la réduction des aides sociales. Ces pistes envisagées par le gouvernement

devraient permettre de diminuer la progression de la dette engendrée par l’éducation. […]

My Europ